Maraussan : finances de la commune

Commune · Hérault (34) · 4 771 habitants · tranche 3 500 à 4 999 habitants · comptes 2025

Pour l’exercice 2025, Maraussan affichait un encours de dette de 3,2 M€, soit 679 € par habitant, une épargne brute égale à 21,4 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 3,1 ans.

Dette par habitant
679 €
3,2 M€ au total

Capacité de désendettement
3,1 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d’épargne brute
21,4 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
808 € / hab.
3,9 M€ au total

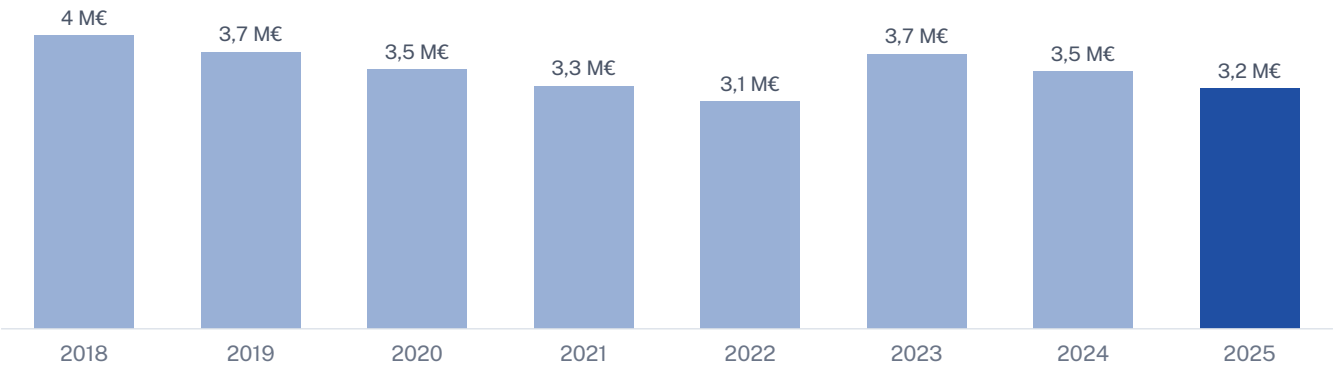
Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l’exercice 2025 publiés par l’OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 1 022 communes de 3 500 à 4 999 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n’est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d’être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	808 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	64,8 %	523 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille.
Lui reste-t-il de l’argent en fin d’année ?	21,4 %	220 € par habitant : un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d’analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	679 €	un peu au-dessus de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	219 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus bas.
Combien rapportent les impôts locaux ?	589 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 4 M€ en 2018 à 3,2 M€ en 2025 (-18 %). Valeur la plus basse : 3,1 M€ en 2022.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	4 M€	22,6 %	4,5 ans	3 M€
2019	3,7 M€	20,3 %	4,8 ans	784 k€
2020	3,5 M€	15,9 %	5,6 ans	789 k€
2021	3,3 M€	13,2 %	6,2 ans	1,6 M€
2022	3,1 M€	14,2 %	5 ans	1,8 M€
2023	3,7 M€	16,7 %	4,8 ans	2,6 M€
2024	3,5 M€	18,6 %	3,9 ans	695 k€
2025	3,2 M€	21,4 %	3,1 ans	1 M€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Maraussan	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	679 €	764 €	−11,1 %
Impôts locaux par habitant	589 €	642 €	−8,3 %
Frais de personnel par habitant	523 €	483 €	+8,3 %
Investissement par habitant	219 €	406 €	−46,1 %
Taux d'épargne brute	21,4 %	18,5 %	
Capacité de désendettement	3,1 ans	3,6 ans	

Jumelles : Lunel-Viel (34), Villeneuve (04), Retiers (35), La Garnache (85), La Chapelle-des-Marais (44), Bessières (31), Neuville-aux-Bois (45), Pleslin-Trigavou (22), Pollestres (66), Bordères-sur-l'Échez (65). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	4 325	4 771	+10,3 %	+4,5 %
Dette par habitant	861 €	679 €	−21,2 %	−15,3 %
Impôts locaux par habitant	487 €	589 €	+21 %	+22,9 %
Frais de personnel par habitant	446 €	523 €	+17,4 %	+21 %
Taux d'épargne brute	20,3 %	21,4 %	+1,1 point	−1,3 point
Capacité de désendettement	4,8 ans	3,1 ans	−1,7 an	−0,3 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		1 837 €		2 482 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Maraussan	Comparaison
Habitants (2023)	4 789	+20,4 % depuis 2012 (département : +14,2 %)
65 ans ou plus (2023)	22,7 %	département : 22,7 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	8,2 pour 100 habitants	département : 6,6
Salariés du secteur privé (2025)	335	+12,8 % depuis 2015
Élèves des écoles (rentrée 2025)	489	+11,1 % depuis 2015
Indice de position sociale des écoles (2024-2025)	98,3	France : 105,8

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

1 910 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 780 emplois, soit 41 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	1 %	1,1 %	1,3 %	3,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	11 %	9,1 %	6,6 %	13,1 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	12,6 %	20,6 %	20,1 %	10,5 %
Professions intermédiaires	27,2 %	27,9 %	26,4 %	21,4 %
Employés	30,4 %	26,5 %	26,1 %	32,6 %
Ouvriers	17,8 %	14,8 %	19,5 %	19,1 %

Professions les plus exercées par les habitants : Hérault (34)

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	8 670	1,8 %
Infirmiers en soins généraux salariés	7 550	1,6 %
Aides-soignants	7 400	1,6 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	7 340	1,6 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	7 200	1,5 %
Enseignants titulaires du primaire	6 990	1,5 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	6 580	1,4 %
Ouvriers du nettoyage	5 840	1,2 %
Agents de service des établissements de santé	5 650	1,2 %
Chercheurs de la recherche publique	5 040	1,1 %
Serveurs	4 910	1 %
Conducteurs de poids lourds	4 560	1 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Hérault (34)) : 37 352 au moins, dont 36,8 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	2 976	36,3 %
Viticulteurs, arboriculteurs	2 145	13,1 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	1 877	40,4 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 500	47,5 %
Cuisiniers	1 290	52,6 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 267	49,6 %

Métier	Projets	Difficiles
Agents d'entretien de locaux	1 174	40,9 %
Artistes (musique, danse, spectacles)	1 114	14,1 %
Employés de libre service	1 094	15,6 %
Employés de l'hôtellerie	1 060	43,8 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l'État verse pour les investissements

Indicateur	Maraussan
Subventions d'investissement de l'État accordées (2018-2025)	486 k€ pour 4 projets
Par habitant	102 € (communes de même taille : 158 € ; département : 152 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l'État	11,3 %
Aides de l'ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Année	Dotation	Projet	Subvention
2023	DSIL	école élémentaire	95 253 €

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Marchés publics (2021 à 2025)

Indicateur	Maraussan	Hérault	Médiane des communes
Marchés attribués avec une seule offre	non calculé	20,6 %	20 %
Marchés d'au moins 40 000 € HT passés sans mise en concurrence	0 %	4,5 %	0 %
Entreprises titulaires aujourd'hui fermées	3,8 %	2,4 %	0 %

Marchés publiés de 2021 à 2025 (données essentielles de la commande publique consolidées, data.gouv.fr) et répertoire Sirene du 01/11/2026. Repères à comprendre, pas des irrégularités.

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l'Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.